HAL
open science

“ Unclear Occupation ” La filière des plantes ayurvédiques : Paradoxes et limites de la gestion publique des ressources forestières au Kérala (Inde)

Lucie Dejouhanet

To cite this version:

Lucie Dejouhanet. “ Unclear Occupation ” La filière des plantes ayurvédiques : Paradoxes et limites de la gestion publique des ressources forestières au Kérala (Inde). Carnets de géographes, 2013. hal-01941658

HAL Id: hal-01941658

https://hal.science/hal-01941658

Submitted on 1 Dec 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Carnets de géographes, n°5 janvier 2013
Rubrique **Carnets de soutenances**

« *Unclear Occupation* »
La filière des plantes ayurvédiques : Paradoxes et limites de la gestion publique des ressources forestières au Kérala (Inde)

LUCIE DEJOUHANET

« *Unclear Occupation* » : deux mots écrits en lettres capitales sur un dossier placé sur un bureau du département pour le Développement des Tribus Répertoriées aujourd'hui appelées *adivasi*, de Nemmara, modeste bourg situé au pied des montagnes des Ghâts occidentaux au Kérala. S'ils introduisent finalement cette recherche, c'est qu'ils traduisent bien le flou entourant les activités des populations *adivasi*, la réalité de la cueillette des produits forestiers non ligneux, leur activité « traditionnelle », et les circuits de commercialisation de ces produits. Ces deux mots évoquent la complexité des relations entre les acteurs d'une filière qui relie les cueilleurs de plantes des montagnes boisées aux industries pharmaceutiques ayurvédiques des plaines. Ils résument la méconnaissance générale de l'identité de ces acteurs, de leurs activités et, pour les producteurs pharmaceutiques, de l'origine des plantes : méconnaissance sans doute aussi entretenue et voulue, feinte et arrangeante, dans une filière d'approvisionnement organisée par l'État, cadrée, contrôlée, qui fait pourtant la part belle au secteur informel.

Le Kérala, État souvent gouverné par une coalition communiste depuis sa création en 1956, est connu pour son mode de développement social, qui insiste sur l'éducation de sa population, l'accès aux structures de santé et un fort contrôle de l'État sur les secteurs productifs. Dans les années 1970 il met en place une filière intégrée et administrée de commercialisation des produits forestiers non ligneux, composée d'un réseau de coopératives récupérant les produits auprès des cueilleurs *adivasi* pour approvisionner les industries pharmaceutiques. Imposant une approche linéaire, cette filière exclut du système une grande partie des acteurs engagés dans la commercialisation des produits, rendant illégale leur activité.

En étudiant le fonctionnement de cette filière administrée, sont interrogées les politiques publiques de gestion des ressources forestières et de développement local. Cette étude s'intègre dans un contexte de remise en cause par la libéralisation du modèle politico-économique post-Indépendance indien qui donne à l'État un fort pouvoir de contrôle sur les activités économiques.

Trois entrées permettent d'aborder la filière des plantes médicinales utilisées dans la médecine ayurvédique (fig. 1).

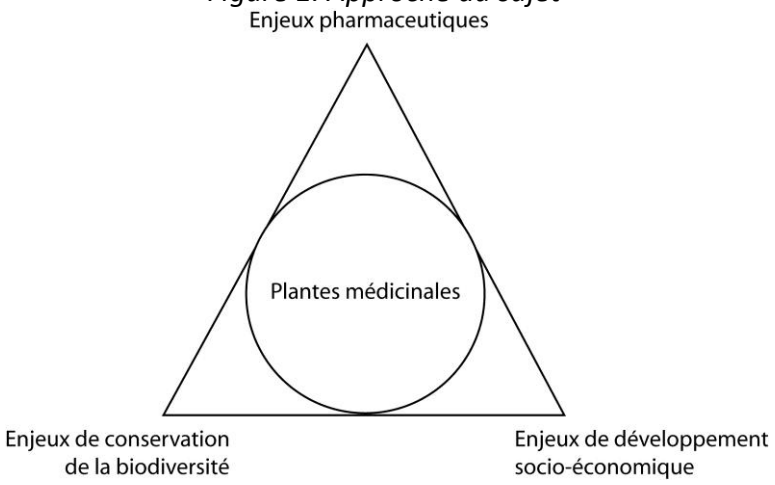
- Enjeux pharmaceutiques
  La première entrée concerne l'importance croissante des plantes médicinales dans le commerce et les politiques internationales (recommandations de l'OMS), ainsi que dans l'économie régionale avec le développement du secteur de l'Ayurveda. Cette médecine fait partie des systèmes de santé traditionnels indiens et connaît au Kérala depuis les années 1980 une croissance sans précédent de sa production de médicaments, consommés par les classes moyennes indiennes et de plus en plus destinés à l'exportation (Dejouhanet, 2009). Ce phénomène entraîne une augmentation de la demande en produits médicinaux, dont la majorité (65 à 70 %) provient de la forêt.

- Conservation de la biodiversité
  La deuxième entrée est celle de la protection de la biodiversité, enjeu d'autant plus important que la forêt des Ghâts occidentaux appartient aux *hotspots* mondiaux de la biodiversité (Mittermeier et al., 1999). Les produits forestiers non ligneux sont certes des ressources renouvelables mais une forte demande peut induire une surexploitation et contredit l'objectif des politiques de gestion forestière de diminuer l'accès des populations aux forêts pour en favoriser la régénération.

- Développement socio-économique
  La troisième entrée est ainsi sociale : l'activité de cueillette des produits forestiers non ligneux concerne les populations habitant en forêt ou en lisière de forêt, souvent *adivasi* ; dans le cadre de la réflexion sur les services écosystémiques, les politiques de développement actuelles encouragent cette activité comme moyen de développement pour ces populations (Banque Mondiale, 2006).

Les politiques de gestion forestière se trouvent alors confrontées à une contradiction entre limitation des usages, demande en produits forestiers et développement local.

Figure 1. Approche du sujet



L'approche géographique, en abordant la filière par l'espace, apporte une dimension originale et novatrice à un sujet dont les études se concentrent souvent sur les rationalités économiques, sur la dimension ethnographique des pratiques de cueillette ou sur leurs conséquences écologiques.

Mon travail de terrain dans les montagnes du Kérala et sur leur piedmont s'est étendu sur trois ans (2004-2007). La mise en évidence des rapports entre les acteurs des filières et des réseaux parallèles de commercialisation, ainsi qu'une cartographie efficace des lieux de cueillette, du partage de l'espace forestier entre les groupes de cueilleurs et des flux de produits, nécessitaient un croisement important des données et la couverture par les enquêtes d'un nombre maximal de villages. J'ai ainsi réalisé des enquêtes dans une centaine de villages situés dans toute la région, soit plus de cent quatre-vingts entretiens semi-directifs de cueilleurs, auxquels Il faut ajouter des visites auprès des intermédiaires commerciaux et dans les industries pharmaceutiques.

Nos enquêtes et leurs résultats cartographiques ont permis d'analyser l'organisation de la cueillette. Plusieurs facteurs déterminent cette organisation et l'investissement des cueilleurs dans l'activité : l'existence ou l'absence d'autres opportunités d'emplois, l'abondance ou la rareté des produits, la concurrence d'autres cueilleurs, autorisés ou non, ou la présence de braconniers dans les mêmes lieux, l'existence de débouchés commerciaux ou d'une demande sur le marché. Aujourd'hui, les déplacements pour la cueillette ont tendance à se réduire avec la disponibilité d'emplois salariés à proximité des villages et avec la transformation de la société forestière. Les cueilleurs, nombreux et aux statuts variés, sont soumis à diverses formes d'insécurité qui empêchent une pratique durable de leur activité : insécurités foncières, d'accès à la forêt ou à des débouchés commerciaux, de statut social, d'avenir de leur activité, etc. De son côté, le département des Forêts cherche à réduire la pression anthropique sur les forêts sans toujours proposer de solutions alternatives pour les populations, ce qui conduit à des situations de tensions sociales et de dégradation des ressources forestières par les habitants. Ces observations ont donné lieu à l'exploration des idées de participation des populations, de gestion des « biens communs » (Ostrom, 2010), de capacité de résilience des cueilleurs aux conditions du marché et à la limitation de leurs droits d'accès à la ressource.

Si les coopératives d'État offrent une garantie de prix et de débouchés aux cueilleurs autorisés et remplissent ainsi un rôle social, elles manquent de compétitivité sur un marché dominé par le secteur privé. En évaluant l'attractivité de ce dernier, j'ai mis à jour les critères de choix des cueilleurs pour leurs débouchés commerciaux : accessibilité à des débouchés concurrents, comparaison des prix, coûts de transport, absence de transformation du produit, urgence du besoin d'argent. Autant d'arguments économiques auxquels il faut ajouter les rapports entretenus avec les marchands. Si certains cueilleurs sont dans des relations de clientélisme et de dépendance envers ces derniers, d'autres ont acquis une connaissance du marché et un pouvoir de négociation sur lesquels les marchands privés doivent compter.

Enfin, l'organisation de l'approvisionnement des industries ayurvédiques montre une architecture complexe, où les échanges ne suivent pas une linéarité entre amont et aval de la filière. La filière officielle des produits non ligneux a peu de poids : elle est négligée par les

industries ayurvédiques dans leur approvisionnement et une grande partie de ses produits est détournée vers le marché privé, à l'initiative d'un nombre limité de grossistes. Le système gouvernemental qui se voulait régulateur et garant d'un prix juste pour les cueilleurs a donc dérivé vers une situation d'oligopole régie par un petit groupe de marchands. C'est le secteur privé, non reconnu par l'État, qui organise réellement l'activité. L'opacité croissante des itinéraires des produits et l'augmentation de la distance entre les unités de transformation et le lieu d'origine des matières premières tendent à déresponsabiliser les acteurs industriels vis-à-vis de la pérennité de la ressource et interrogent la durabilité économique et écologique du secteur.

Références

BANQUE MONDIALE. 2006. *India : Unlocking Opportunities for Forest-Dependent People*. New Delhi : Oxford University Press, 96 p.

DEJOUHANET L. 2009. « L'Ayurveda. Mondialisation d'une médecine traditionnelle indienne ». *EchoGéo*, n°10. [Disponible sur : http://echogeo.revues.org/11349].

MITTERMEIER R.A., MYERS N., MITTERMEIER C.G. 1999. *Hotspots : Earth's Biologically Richest*
and Most Endangered Terrestrial Ecoregions. Mexico : CEMEX S.A., 432 p.

OSTROM Elinor. 2010. *Gouvernance des biens communs. Pour une nouvelle approche des ressources naturelles*. Bruxelles : De Boeck Université, 301 p.
[Traduction de *Governing the Commons. Evolution of Institutions for Collective Action*. 1990. Cambridge : Cambridge University Press].

WORLD HEALTH ORGANISATION (ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ).1978. *The Promotion and Development of Traditional Medicine : Report of a WHO Meeting*, 44 p.
[Disponible sur http://apps.who.int/medicinedocs/en/m/abstract/Js7147e/].

Fiche informative

Discipline
Géographie

Directeur
Frédéric Landy

Université
Université Paris Ouest – Nanterre La Défense

Membres du jury de thèse, soutenue le 12 janvier 2012
- Martine DROULERS, Directrice de recherche au CNRS, CREDAL
- Claude GARCIA, Chercheur au CIRAD, CIFOR
- Jean-Paul GAUDILLIÈRE, Directeur de recherche à l'INSERM, Cermes3
- Sylvie GUILLERME, Chargée de recherche au CNRS, GEODE
- Frédéric LANDY, Professeur, Université de Paris Ouest Nanterre La Défense
- Laurent SIMON, Professeur, Université de Paris 1 Panthéon Sorbonne

Contact de l'auteur
lucie.dejouhanet@orange.fr